

VIAVOICE

Etudes et conseil en opinions



BAROMÈTRE VIAVOICE - *LIBÉRATION*

Questions d'actualité : Nicolas Sarkozy face à la crise économique et financière, un an après

Septembre 2009



Levée d'embargo :
mardi 8 septembre 2009
à 19 heures

Sondage publié
mercredi 9 septembre 2009



Sommaire

Note technique de réalisation du sondage	3
Synthèse des enseignements du sondage	
Défiance croissante envers l'exécutif : le bilan négatif des politiques menées face à la crise	4
Résultats du sondage	
La confiance accordée au président de la République	7
La confiance accordée au Premier ministre	8
Les popularités de l'exécutif (présentation graphique)	9
Le baromètre des personnalités de gauche	10
Le bilan global de l'action de Nicolas Sarkozy face à la crise	11
Les évolutions économiques et financières	12
Les bénéficiaires de la politique Sarkozy face à la crise	13
Les risques de reproduction de la crise	14



Note technique de réalisation du sondage

Sondage Viavoice réalisé pour *Libération*.

Interviews effectuées jeudi 3 et vendredi 4 septembre 2009, par téléphone.

Échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les réponses mentionnées entre parenthèses dans ce rapport n'ont pas été proposées aux personnes interrogées, mais ont été spontanément livrées par ces dernières.

Comme tous résultats d'enquête quantitative, les résultats de ce sondage sont soumis à des marges d'erreur statistiques.

A l'ensemble des personnes interrogées a été posée une question de proximité partisane, libellée de la façon suivante : « De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche, ou disons le moins éloigné ? Lutte Ouvrière / Le Nouveau Parti Anticapitaliste (d'Olivier Besancenot) / Le Parti communiste / Les Verts / Le Parti socialiste / Le MoDem / Le Nouveau centre (d'Hervé Morin) / L'UMP / Le Mouvement pour la France (de Philippe de Villiers) / Le Front national / (Un autre parti) / (Aucun parti) / (Ne se prononce pas) ».



Synthèse des enseignements

Défiance croissante envers l'exécutif : le bilan négatif des politiques menées face à la crise

Nicolas Sarkozy est-il politiquement menacé par la crise économique et financière ? Pour l'instant, tout laisse penser le contraire. Après l'amplification de la crise, survenue il y a un an dans le sillage de la faillite de Lehman Brothers (15 septembre 2008), le chef de l'Etat avait repris la main en adoptant une posture déterminée pour un changement du capitalisme ; dans ce contexte, la popularité du président de la République avait conquis 8 points d'opinions positives, pour s'établir à 48 % en novembre 2008. Par la suite, le 7 juin dernier, le score important obtenu par les listes UMP aux élections européennes a semblé indirectement consacrer le succès de la stratégie élyséenne, faite notamment d'un engagement de protection des Français face à la crise.

Aujourd'hui, la donne a changé. En cette rentrée politique 2009, ce nouveau sondage Viavoice réalisé pour *Libération* révèle que l'Elysée subit un discrédit auprès de l'opinion, et que les Français dressent un bilan négatif de la politique sarkozyste face à la crise. A leurs yeux, le système économique et financier n'a pas été réformé, le plan de relance n'est pas suffisamment efficace, et les politiques menées apparaissent injustes.

Une défiance croissante envers l'exécutif, un bilan négatif face à la crise

Le président de la République est pénalisé : avec 44 % d'opinions positives, la confiance qui lui est accordée par les Français connaît une baisse de quatre points, ce qui clôt l'embellie de popularité dont le chef de l'Etat avait bénéficié au lendemain des élections européennes. Symétriquement, son impopularité progresse de trois points, pour s'établir à 54 %.

L'image du Premier ministre est elle-même emportée par la même tendance, mais selon des proportions bien moindres : François Fillon perd deux points de popularité, à 48 %.

Ces évolutions décevantes pour l'exécutif s'expliquent bien évidemment par le contexte immédiat des débats relatifs à la contribution climat-énergie : manque de lisibilité générale, prises de position concurrentes entre l'Elysée et Matignon, contestations au sein même de la majorité.

Mais plus profondément, après la séquence aujourd'hui fermée des élections européennes, l'Elysée est pour une large part victime du bilan de son action face à la crise : 58 % des Français estiment que « le bilan de Nicolas Sarkozy, face à la crise économique et financière déclenchée il y a un an », est « négatif ». Ce jugement critique émane certes des sympathisants de gauche (77 % d'entre eux portent un jugement négatif sur l'action menée par le président de la République) ; mais, donnée plus inquiétante pour l'Elysée, il procède également des milieux modestes : 62 % des ouvriers se déclarent insatisfaits de l'action menée.

Concrètement, ce bilan négatif se nourrit des trois critiques majeures que nous détaillons ci-après.



Première explication : le système économique et financier n'a pas changé

« Tout change, pour que rien ne change » écrivait Lampedusa. Concernant la crise, le verdict des Français semble bien plus sévère : tout a changé (l'impensable s'est produit), mais, concernant la nature et les dérives de notre système économique et financier, rien n'a changé. Autrement dit, les racines du mal sont toujours présentes, à l'identique : 91 % des Français estiment que « peu de choses ont changé » et qu'une « une telle crise pourra se reproduire », et seuls 6 % expriment un avis inverse. Bien évidemment, cette opinion est partagée par les Français de toutes sensibilités, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Cette vision globale s'explique par des perceptions très concrètes :

- Pour plus des trois quarts (77 %) des Français « le capitalisme » n'est pas « mieux régulé » ;
- Pour près des deux tiers d'entre eux (65 %), les « paradis fiscaux » n'ont pas « été placés sous contrôle ».

Qui plus est, 70 % considèrent qu'en France, les « rémunérations des banquiers et des traders » n'ont pas « été encadrées ».

Deuxième explication : l'inefficacité perçue du plan de relance en France

Plus précisément, concernant le cadre national, une large majorité de Français (64 %) n'estime pas qu'un « plan de relance efficace de l'économie » ait été « mis en œuvre ». Sur ce point précis, 77 % des sympathisants de gauche sont critiques, ainsi que 63 % des sympathisants MoDem ; en revanche 61 % des sympathisants de droite sont satisfaits. Sociologiquement, les ouvriers sont très critiques (67 %), ainsi que les cadres.

Troisième explication : l'injustice perçue des politiques menées en France

Enfin les politiques publiques mises en œuvre en France sont perçues comme injustes. Aux yeux des Français « les principaux bénéficiaires de la politique menée par Nicolas Sarkozy face à la crise sont d'abord les « grandes entreprises » (61 %), puis les « banques » (56 %) ; sont ensuite cités, et avec des pourcentages bien plus faibles, les « PME » (12 %), les « demandeurs d'emploi » (8 %) et les « salariés » (7 %).

Ces données sont révélatrices d'une lecture très binaire du contexte actuel : la politique Sarkozy aurait en priorité servi les puissants et les institutions, avant de protéger les plus faibles face à la crise.

Cette opinion est pour une part inexacte, puisqu'elle néglige notamment la diminution d'impôt sur le revenu, laquelle va bénéficier à 5,5 millions de ménages pour un gain moyen de 186 euros par foyer fiscal. Elle est, fondamentalement, la traduction des plans d'aides massifs accordés aux banques et à certains secteurs économiques. Elle est, mois après mois, alimentée par les contingents supplémentaires de demandeurs d'emploi.

A ce titre, la dégradation du quotidien d'une partie des Français constitue, régulièrement, un travail de sape qui réduit le crédit accordé à l'exécutif pour l'action qu'il conduit face à la crise.

A gauche, variations post-rochelaises

Pendant ce temps, à gauche, trois phénomènes se produisent (parmi d'autres), dans le sillage de la « reprise en mains » opérée à La Rochelle par Martine Aubry. Dominique Strauss-Kahn, dont l'image avait bénéficié, par contraste, des difficultés internes du Parti socialiste, perd 4 points de popularité et retrouve le niveau qui était le sien en juillet (53 %) ; Martine Aubry parvient à bénéficier d'une popularité stabilisée (45 %, -2 points par rapport au mois d'août) ; Ségolène Royal connaît un net regain de popularité (36 %, + 4) dans le contexte de ses interventions récentes (souhait d'un non-cumul des mandats applicable au Parti socialiste dès les régionales, dénonciation des insuffisances de la taxe carbone envisagée par l'exécutif, et prétention à une candidature « écologiste »). Ces variations illustrent, encore aujourd'hui, la grande friabilité des phénomènes d'opinion concernant l'image des leaders de la gauche. C'est, pour eux, un signe de fragilité.



RÉSULTATS DU SONDAGE



La confiance accordée au président de la République

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une opinion...										
En %	Nicolas Sarkozy, en tant que président de la République									
	8-9 janvier	6-7 février	5-6 mars	26-27 mars	23-25 avril	13-15 mai	12-13 juin	3-4 juillet	20-21 août	3-4 septembre
Très positive	11	11	11	9	8	10	12	11	12	10
Assez positive	35	30	31	34	32	30	35	34	36	34
Sous-total « Opinions positives »	46	41	42	43	40	40	47	45	48	44
Assez négative	26	24	28	27	30	28	26	27	28	29
Très négative	22	29	26	27	27	29	24	24	23	25
Sous-total « Opinions négatives »	48	53	54	54	57	57	50	51	51	54
(Ne se prononce pas)	6	6	4	3	3	3	3	4	1	2
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100



La confiance accordée au Premier ministre

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

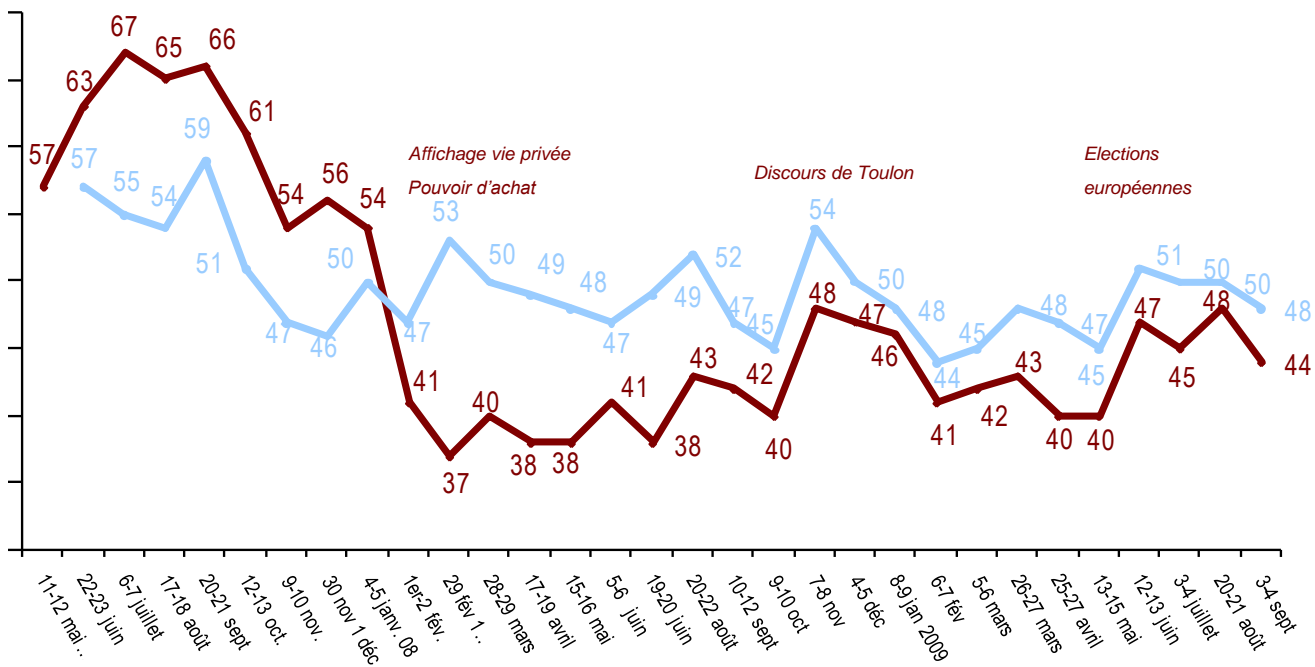
Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une opinion...										
En %	François Fillon, en tant que Premier ministre									
	8-9 janvier	6-7 février	5-6 mars	26-27 mars	23-25 avril	13-15 mai	12-13 juin	3-4 juillet	20-21 août	3-4 septembre
Très positive	10	10	10	9	9	11	11	11	10	10
Assez positive	38	34	35	39	38	34	40	39	40	38
Sous-total « Opinions positives »	48	44	45	48	47	45	51	50	50	48
Assez négative	26	27	29	28	31	31	27	25	31	29
Très négative	16	20	17	18	16	18	16	16	16	18
Sous-total « Opinions négatives »	42	47	46	46	47	49	43	41	47	47
(Ne se prononce pas)	10	9	9	6	6	6	6	9	3	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100



Les popularités de l'exécutif (présentation graphique)

Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une opinion très positive, assez positive, assez négative ou très négative :

Sous-total
« Opinions positives »



François Fillon

Nicolas Sarkozy



Le baromètre des personnalités de gauche

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une opinion...							
En %		Positive			Négative		
		3-4 juillet 2009	20-21 août 2009	3-4 septembre	3-4 juillet 2009	20-21 août 2009	3-4 septembre
1	Bertrand Delanoë	57	63	60	31	32	33
2	Dominique Strauss-Kahn	53	57	53	33	37	37
3	Olivier Besancenot	44	49	49	45	47	45
4	Martine Aubry	45	47	45	46	50	51
5	Daniel Cohn-Bendit	44	48	41	34	37	40
6	Marie-George Buffet	37	43	39	45	48	52
7	Ségolène Royal	32	32	36	63	66	61
8	François Hollande	33	36	35	56	61	59
9	Laurent Fabius	32	31	32	53	62	60
10	Benoît Hamon	25	29	26	25	32	33
11	Manuel Valls	25	30	26	21	32	31
12	Arnaud Montebourg	24	28	26	32	38	40
13	Pierre Moscovici	NP	NP	24	NP	NP	33
14	Vincent Peillon	19	24	21	25	31	30
15	Jean-Luc Mélenchon	21	24	19	29	39	37

La différence entre le total des pourcentages figurant dans ce tableau, et « 100 % » est due aux non-réponses.

Les 3 et 4 juillet 2009, la question reposait sur une échelle en quatre items : « Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une opinion très positive, assez positive, assez négative ou très négative ». Les rappels figurant dans ce tableau sont donc les agrégats des pourcentages recueillis sur les items « très » et « assez ».



Le bilan global de l'action de Nicolas Sarkozy face à la crise

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

Diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy, face à la crise économique et financière déclenchée il y a un an, est...	
En %	Ensemble
Très positif	3
Plutôt positif	37
Sous-Total « Positif »	40
Plutôt négatif	34
Très négatif	24
Sous-Total « Négatif »	58
(Ne se prononce pas)	2
Total	100



Les évolutions économiques et financières

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

D'après-vous, désormais, est-ce que...				
En %	Oui	Non	(Ne se prononce pas)	Total
Le capitalisme est mieux régulé	17	77	6	100
En France, les rémunérations des banquiers et des traders ont été encadrées	23	70	7	100
Les paradis fiscaux ont été placés sous contrôle	27	65	8	100
En France, un plan de relance efficace de l'économie a été mis en œuvre	33	64	3	100



Les bénéficiaires de la politique Sarkozy face à la crise

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

A votre avis, quels sont les principaux bénéficiaires de la politique menée par Nicolas Sarkozy, face à la crise ?	
En %	Ensemble
Les grandes entreprises	61
Les banques	56
Les PME	12
Les demandeurs d'emploi	8
Les salariés	7
(Ne se prononce pas)	6
Total supérieur à 100 %, en raison de la multiplicité des réponses possibles (deux réponses possibles)	



Les risques de reproduction de la crise

Base : ensemble de l'échantillon (1006 personnes)

Selon vous, à l'échelle de la planète, est-ce que...	
En %	Ensemble
Peu de choses ont changé, une telle crise pourra se reproduire	91
Les choses ont vraiment changé, une telle crise ne pourra pas se reproduire	6
(Ne se prononce pas)	3
Total	100



**Les études Viavoice récentes, réalisées pour
Libération, Le Figaro, Les Echos, L'Express, France Inter, France 24, HEC et l'ACFCI
sont consultables sur www.institut-viavoice.com**

VIAVOICE

Études et conseil en opinions

178 rue de Courcelles

75 017 Paris

+ 33 (0)1 40 54 13 90

www.institut-viavoice.comcontact@institut-viavoice.com

Viavoice est une SAS indépendante.

**Études pour la communication, les ressources humaines,
et la prospective des entreprises et des institutions publiques.**